

Malika SOREL: « Brancher un drapeau est un acte éminemment politique »

L'auteur de « Décomposition française »* a analysé avec une rare justesse le processus d'intégration. Elle voit dans les débordements qui ont émaillé les victoires de l'Algérie lors de la Coupe d'Afrique des nations l'expression d'une défiance d'une partie des enfants de l'immigration à l'égard de la France.

PROPOS RECUEILLIS PAR
ALEXANDRE DEVECCHIO @AlexDevecchio

LE FIGARO. - Dimanche dernier, après la qualification de l'Algérie, il y a eu 282 interpellations suite aux désordres causés par des supporters algériens. Doit-on y voir de simples « débordements » liés à la liesse ou le symptôme d'un malaise plus profond ?
Malika SOREL. - Ce n'est pas la première fois qu'on observe ce phénomène, et cela prend une ampleur inquiétante, du fait du nombre de personnes enclines à braver l'ordre républicain. Par ailleurs, hisser ou planter un drapeau n'est jamais anodin. C'est un acte éminemment politique qui symbolise, tout comme l'hymne national, un ancrage moral, l'attachement à un socle de principes et de valeurs, et bien sûr un enracinement sentimental. Brandir le drapeau sous le nez de l'ancien pays colonial, c'est l'expression d'une revanche sur l'Histoire. Une revanche qui s'est trouvée légitimée par le candidat Macron lorsqu'il a accusé la France de « crime contre l'humanité ».

L'Occident freudien justifie, excuse, et son monde politique affiche au grand jour sa trousse des « jeunes » de l'immigration. Il est donc perçu comme accommodant, conciliant, peureux : traduire « dévirilisé ». Cet Occident n'inspire plus ni respect ni crainte, sentiments ici intimement liés. Est désormais profondément ancrée la conviction que pour obtenir, il faut faire peur ; terrible spirale !

Au-delà des violences, comment expliquez-vous ce besoin d'afficher bruyamment leur identité d'origine pour des jeunes souvent nés en France ?
C'est bien la démonstration que la naissance en France n'est pas un critère d'analyse pertinent ! L'arrivée continue de migrants produit un ré-enracinement dans les mœurs d'origine. L'intégration s'est dégradée dans le temps avec le refus croissant de respecter les principes républicains, à commencer par la laïcité et la liberté qui permet à chacun de choisir

sa propre vie. Ce sont les femmes qui en subissent de plein fouet les conséquences. J'ai souvent pensé que si les menaces avaient pesé en priorité sur les hommes, nos gouvernants auraient su réagir promptement. Afficher son identité d'origine, c'est montrer son allégeance et ainsi avoir la paix, car à mesure que l'État cédait aux revendications communautaires, le groupe culturel d'origine accroissait sa pression - voire sa répression - sur chacun des membres supposés lui appartenir. C'est la capitulation de

Nombre de parents éduquent leurs enfants dans un respect quasi religieux de leur pays d'origine. Et c'est lui qui devient ainsi le vrai pays de leurs enfants. Un pays qui n'a rien fait pour eux et qu'ils adulent

MALIKA SOREL

l'État qui pousse un nombre croissant de personnes de l'immigration à tourner le dos à l'intégration culturelle. Autre faute : avoir installé une prime à la non-assimilation. Du fait des politiques de discrimination positive progressivement mises en place, s'afficher ou se revendiquer de la « diversité » peut parfois faire office de coupe-file. Il n'y a plus vraiment de raison pour que les enfants de l'immigration s'assimilent. Or, le gouvernement prévoit d'intensifier ces politiques.

« C'est un pauvre cœur que celui auquel il est interdit de renfermer plus d'une tendresse », expliquait Marc Bloch dans *L'Étrange Défaite*. Peut-on reprocher aux enfants de l'immigration leur fierté pour leurs origines ? Celle-ci est-elle incompatible avec le respect, voire l'amour, de la France ?

Nul n'interdit de renfermer plusieurs tendresses dans son cœur, mais Marc Bloch disait bien plus important : que la France était la patrie dont il ne saurait déraciner son cœur et qu'il s'était efforcé de la défendre de son mieux. Il est mort pour la France ! Nous ne sommes pas du

tout dans la même situation. Nombre de parents éduquent leurs enfants dans un respect quasi religieux de leur pays d'origine. Et c'est lui qui devient ainsi le vrai pays de leurs enfants. Un pays qui n'a rien fait pour eux et qu'ils adulent. Quant à la France, c'est elle qui leur a donné ce qu'ils possèdent, les prend en charge si besoin... Le problème n'est donc pas économique, et l'amour ne se décrète ni ne s'achète !

Le passé douloureux de la France se trouve constamment remis sur le devant de la scène, et il n'est plus question que de lutte contre des discriminations et une « islamophobie » dont les Français de souche se rendraient coupables. Des lois sont votées pour contraindre l'expression et empêcher ainsi les Français de dire ce qu'ils ont sur le cœur. Il ne fait plus bon être français dans ce pays que je ne reconnais plus. Mon chagrin est infini.

Dans votre dernier livre notamment, Décomposition française, vous montrez toute la complexité du processus d'assimilation. Est-ce toujours un choix douloureux ?

Oui. S'assimiler à un autre peuple que celui de ses ancêtres est une décision personnelle, intime, qui se joue entièrement sur le registre affectif et moral. Au sein d'une même famille, et évoluant dans un même environnement, certains enfants s'assimilent, d'autres pas. Cette problématique dépasse par ailleurs largement l'approche simpliste et nuisible de l'origine des prénoms. Ayant travaillé à l'intérieur du système politique et administratif, je peux témoigner du fait que beaucoup de ceux qui ont participé à mener la France dans la situation actuelle portaient des prénoms chrétiens.

Vous plaidez plutôt pour l'intégration... Je plaide pour la reconnaissance du fait

que l'intégration est un processus à l'issue non prédictible qui peut déboucher ou pas sur une assimilation. Or le code civil, qui imposait que l'octroi de la nationalité française soit subordonné à l'assimilation, a été violé. La citoyenneté a été vidée de sa substance. Plus grave encore, les papiers d'identité confèrent un droit de propriété sur la terre. Les élites ont donc disposé de la France comme si elle leur appartenait en propre, ce qui est contraire au principe démocratique inscrit dans la Constitution : « Le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ».

François Hollande, dans Un président ne devrait pas dire cela, évoquait le risque de la partition. Comment l'éviter ?
J'ai abordé à maintes reprises la liste des erreurs à éviter et des politiques à déployer. L'urgence ici, c'est d'alerter sur deux projets en cours qui pèseront sur la cohésion nationale. Le président a évoqué l'idée d'une organisation de l'« Islam de France ». L'opération a déjà commencé dans les territoires avec une circulaire adressée aux préfets par le ministre Castaner. L'expérience montre que le risque existe que certains membres partagent de près ou de loin des idéologies incompatibles avec la République. Or, la défense de l'intérêt général commande non pas le placement sous tutelle d'une partie des descendants de l'immigration, mais au contraire leur émancipation pour qu'ils puissent vivre leur religion dans sa seule dimension de foi, donc dépouillée de ses dimensions politiques. Par ailleurs, en reconnaissant récemment les diasporas africaines, le président donne corps à l'existence de plusieurs peuples sur un même territoire : les diasporas sont des peuples qui gardent un sentiment de leur unité malgré l'éclatement géographique (Dominique Schnapper). Il accélère, là aussi sans le vouloir, la partition de la France. Qui saura lui faire entendre raison ? Il y a urgence. ■

* « Décomposition française. Comment en est-on arrivé là ? » (Fayard) a reçu le prix *Honneur et Patrie* de la Société des membres de la Légion d'honneur.

La sacralisation du présent, nouvel opium des idéologues du bonheur

C'est la grande mode, la tarte à la crème de la psychologie positive et des théories du développement personnel. Selon leur « bonheurisation du monde », il serait urgent d'apprendre à « savourer l'instant présent » et avec les vacances, le soleil et le rosé de Provence, ce serait le moment idéal pour s'y mettre. L'argumentation vient de loin, puisqu'elle se cherche volontiers des lettres de noblesse dans les sagesse anciennes d'Orient et d'Occident, dans le stoïcisme et l'épicurisme autant que dans le bouddhisme ou le taoïsme. Elle prend toujours la même forme, qui est en substance la suivante : nous passons nos vies entre passé et avenir, entre le culte du bon vieux temps et celui des projets qui pourraient améliorer notre sort, en quoi les deux passions qui encadrent nos existences s'appellent la nostalgie et l'espérance.

Pourtant, ce sont des pièges, des miroirs aux alouettes dont il faudrait se débarrasser au plus vite. D'abord parce que ce sont des figures du néant : le passé n'est plus, le futur n'est pas encore, seul le présent est, et à force

de l'occulter au profit des deux autres dimensions du temps, nous n'y sommes finalement presque jamais. En quoi, comme le dit Sénèque dans ses *Lettres à Lucilius*, à force de passé et d'avenir, de nostalgie et d'espérance, « nous manquons de vivre », nous passons à côté du présent pourtant seul réel. Mais il y a plus, s'agissant notamment de l'espérance. À la différence des chrétiens, qui en font une des vertus cardinales, les philosophes de l'Antiquité, épicuriens comme stoïciens ou bouddhistes, la tiennent pour le plus fâcheux des maux. Contrairement au pape Jean-Paul II, qui intitula un de ses livres *Entrez dans l'espérance*, les sagesse anciennes nous invitent à surtout ne jamais y entrer. Là encore, le raisonnement (le sophisme ?), est bien connu : si vous espérez être riche, c'est que vous êtes pauvre, si vous espérez la santé, c'est que vous êtes malade, si vous espérez le bonheur, c'est que vous êtes malheureux, etc.

Bref, l'espoir est une négativité, il indique non une joie, mais toujours un manque, et qui plus est un manque qu'on n'est jamais certain de pouvoir combler, en quoi, comme le disait Spinoza dans *L'Éthique*, « il n'est pas

d'espoir sans crainte ». Le sage véritable est donc, si l'on en croit Plutarque (*De la sérénité intérieure*) « celui qui est capable de dire avec fermeté et sans peur au destin : "J'accepte tes faveurs et crains peu tes disgrâces", celui-là jouit pleinement du présent avec d'autant plus de délices qu'il craint moins des pertes qui, à ses yeux, sont supportables. C'est ainsi qu'on applaudit à la fermeté d'Anaxagore. Apprenant la mort de son fils, il s'écria : "Je savais bien que j'avais engendré un mortel"... Quand on est ainsi préparé, on ne se trouve pas déconcerté par les événements. Ils arrivent alors sans qu'on l'ait voulu, mais pas sans qu'on s'y attende... On s'évite ainsi les battements de cœur et les palpitations. » Et Plutarque d'ajouter, dans le même sens que l'homme sage est celui qui peut dire en toute sérénité : « Je t'ai prévenu, ô destin ! et je suis à l'abri de toutes tes incursions. » C'est dans cet esprit que la sagesse stoïcienne nous invite à faire, des pires maux pour le commun des mortels, de grands biens pour le sage.

Dans leur sillage, nos modernes psychologues du bonheur nous invitent à dire « oui » à la vie,

avec ses hauts et ses bas, en toutes circonstances. J'ai timidement objecté à ces mignardises que le malheur n'était pas une maladie et qu'en toute hypothèse, il me paraissait malgré tout bien difficile de savourer l'instant présent dans le deuil d'un aimé, voire dans une salle de torture, mais les stoïciens avaient déjà tout prévu et trouvé la parade, comme en témoignent ces sages paroles de Plutarque : « On objectera qu'il est plus souhaitable de : "reposer sur un lit de roses", selon l'expression de Sénèque, que de gésir nu sur un chevalet de torture. Justement, non ! Si l'on est plus vertueux en supportant le chevalet et si la constance dans l'épreuve est supérieure à la frivolité dans les plaisirs, la torture sera pour nous un bien. » Ben voyons... Je vous avoue que, dans cette affaire, je suis résolument du côté du sens commun. J'aime savourer l'instant présent quand il est savoureux, mais je le fuis, voire je le combats quand il est détestable. La sacralisation du présent à laquelle nous convient les idéologies du bonheur n'est qu'un nouvel opium du peuple, une mauvaise drogue qui nous écarte du devoir de résistance et de la faculté de dire « non » au réel s'il le faut.



CHRONIQUE
Luc Ferry
luc.ferry@yahoo.fr
www.lucferry.fr

LE FIGARO

Dassault Médias
14, boulevard Haussmann
75009 Paris
Président-directeur général
Charles Edelstenne
Administrateurs
Olivier Dassault, Thierry Dassault, Olivier Costa de Beauregard, Benoit Habert, Bernard Monassier, Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
14, boulevard Haussmann
75009 Paris
Président
Charles Edelstenne
Directeur général, directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Économie),
Bertrand de Saint-Vincent
(Culture, Figaroscope, Télévision),
Yves Thérard (Enquêtes,
Opérations spéciales, Sports,
Sciences),
Vincent Trémolet de Villers
(Politique, Société, Débats Opinions)

Arnaud de La Grange
(International),
Étienne de Montety
(Figaro Littéraire),
Bertrand de Saint-Vincent
(Culture, Figaroscope, Télévision),
Yves Thérard (Enquêtes,
Opérations spéciales, Sports,
Sciences),
Vincent Trémolet de Villers
(Politique, Société, Débats Opinions)

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué du pôle news
Bertrand Gié
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican
Directeur de la diversification éditoriale
Pierre Doncieux

FIGAROMEDIAS
9, rue Pilet-Will, 75430 Paris Cedex 09
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
Président-directeur général
Aurore Domont
Direction, administration, rédaction
14, boulevard Haussmann
75438 Paris Cedex 09
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
Ecoprint Casablanca Maroc. ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0421 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h ;
sam. de 8h à 13h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 55 56 70 11.
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club : 429 €. Semaine : 289 €. Week-end : 219 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : France. Taux de fibres recyclées : 100%. Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Écolabel européen sous le numéro FI 37/01. Eutroprisation : Ptot 0.009 kg/tonne de papier.



Ce journal se compose de :
Edition nationale
1^{er} cahier 20 pages
Cahier 2 Économie
8 pages
Sur certaines éditions :
Supplément 3
Magazine
100 pages
Cahier TV
68 pages
Supplément 4 Madame
96 pages